



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

28 mars 2006

Volume 5, Numéro 3

LIGNE DE FOND 1

Les artisans de la proposition sur le coton clarifient l'appel à des réductions ambitieuses dans les subventions au coton..... 1

La réunion ministérielle du G-6 à Londres ne parvient pas à sortir le Cycle de Doha de l'impasse..... 3

Un nouveau document comparant le niveau d'ambition dans l'agriculture et dans l'AMNA source de controverse dans les deux groupes de négociation 5

NOUVELLES DE L'OMC 7

Le sous-comité des PMA discute des rapports du secrétariat sur l'accès aux marchés, les textiles..... 7

Les résultats des simulations tarifaires ne révèlent rien de nouveau, selon les délégués..... 8

La session spéciale du comité du commerce et du développement poursuit l'examen des propositions relatives au traitement spécial et différencié 10

L'Afrique du Sud plaide pour un accord commercial unique entre l'UE et les pays de la SADC 11

SUR LE FIL..... 13

Réforme du protocole sucre : l'UE confirme le seuil de 15% des mesures d'accompagnement ; l'Ile Maurice affiche sa déception 13

Cinq nouvelles propositions dans les négociations sur les subventions aux pêcheries..... 13

L'équipe spéciale de l'aide pour le commerce encore en délibération réfléchit toujours sur la portée du mécanisme ... 14

EVÉNEMENTS..... 15

PUBLICATIONS 16

LIGNE DE FOND

Les artisans de la proposition sur le coton clarifient l'appel à des réductions ambitieuses dans les subventions au coton

Lors de la réunion du Sous-comité du coton de l'OMC, tenue le 2 mars, le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad et le Mali ont développé une proposition antérieure visant la réduction des subventions ayant des effets de distorsion sur les échanges pour le coton de manière plus ambitieuse et sur une période plus courte que pour les autres produits de base, dans les négociations agricoles, comme cela avait été stipulé dans la Déclaration ministérielle de HongKong (voir BRIDGES Weekly, 29 juin 2005). Ils ont également proposé un calendrier pour le développement d'un mécanisme de soutien visant à aider les producteurs de coton africains à faire face aux effets des subventions au coton avant que les réformes ne prennent effet.

Proposition de méthodologie spécifique pour la réduction des subventions au coton

Le document (TN/AG/SCC/GEN/4) présente une formule qui garantirait une forte réduction des subventions au coton, même si la réduction globale du soutien de la 'catégorie ambre' ayant des effets de distorsion des échanges était assez modérée. En plus de la réduction normale, la proposition spécifie que les subventions au coton seraient réduites d'un degré additionnel égal au tiers de la différence en pourcentage entre l'abaissement global convenu et l'élimination totale d'un tel soutien. La taille de l'abaissement supplémentaire pour les subventions au coton diminuerait donc si l'abaissement général était plus ambitieux. De fait,

si le soutien au titre de la catégorie ambre était réduit de 60%, l'approche verrait les subventions au coton réduites de 82,2%. Toutefois, ces dernières nous n'augmenteraient qu'à 84,3% pour un abaissement global de 70%, et à 93,7% pour un abaissement de 90%. De plus, ces abaisssements seraient entrepris sur une période représentant le tiers de la période de mise en œuvre pour l'abaissement du soutien au titre de la catégorie ambre aux autres produits agricoles.

Les pays dits 'Cotton Four', co-auteurs du programme de travail de l'OMC sur le coton, ont avancé la date du 31 mars comme date limite pour une décision sur la proposition de formule de réduction des subventions au coton. Ils ont également appelé à un plafonnement des subventions la 'catégorie bleue', qui sont partiellement découplées de la production et qui ont moins d'effets de distorsion des échanges que les paiements au titre de la catégorie ambre, à un niveau correspondant au tiers du plafond " bleu " général.

Citant des données de la Banque mondiale qui suggèrent que les pays de l'Afrique de l'ouest tireraient le maximum d'avantages de la libéralisation du marché du coton si l'ensemble des programmes de soutien étaient éliminés, la communication appelle les Membres de l'OMC à décider, en avril, d'éliminer l'ensemble du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges à une date à déterminer. Cette date serait par la suite déterminée avant la fin du Cycle de Doha.

La proposition appelle à un mécanisme de soutien

Les quatre pays ont également abordé le mandat figurant dans la Déclaration de HongKong qui demande instamment au directeur général de l'OMC " d'intensifier davantage ses efforts de consultation avec les donateurs bilatéraux et avec les institutions multilatérales et régionales ... et d'explorer la possibilité d'établir par le biais de telles institutions un mécanisme pour faire face aux baisses de revenu dans le secteur du coton, jusqu'à la fin des subventions. "

Le document souligne " la nécessité de mettre en place un filet de sécurité pour les producteurs de coton des PMA leur permettant de survivre jusqu'à ce que les réformes internes et externes puissent porter leurs fruits " et énonce certains paramètres concernant la forme que ce mécanisme de soutien devrait prendre. Il met l'accent sur le fait que le soutien doit être limité dans le temps, défini par rapport aux effets des subventions sur les prix, et distribué directement aux producteurs. Il demande aux Membres de convenir du principe de la création d'un filet de sécurité en avril et de mettre en place un groupe spécial qui sera chargé d'élaborer une proposition de mécanisme d'ici juillet, afin que le programme puisse à terme être inclus dans un engagement unique potentiel du Cycle de Doha.

Ces dates correspondent à la cible de fin avril fixée dans la Déclaration de HongKong pour un accord général sur les abaisssements des subventions et des tarifs agricoles, et à la date de juillet pour un rapport du Groupe spécial de l'aide pour le commerce du directeur général Pascal Lamy.

Si un certain nombre de pays ont appuyé la proposition (notamment la Chine, le Brésil et la Nouvelle-Zélande), certains ont indiqué avoir besoin de plus temps pour l'examiner. D'autres, notamment les États-Unis, ont demandé une version anglaise du document, qui n'était disponible qu'en français lors de la réunion. Selon des sources, les États-Unis ont indiqué ne pas vouloir s'engager dans un débat de fond sur la proposition tant que l'évolution des négociations sur l'agriculture dans l'ensemble n'était pas plus claire. Selon les États-Unis, un résultat substantiel sur le soutien interne pour le coton exigerait un résultat substantiel dans l'ensemble des trois piliers de l'agriculture (subventions à l'exportation, soutien interne et accès aux marchés).

En ce qui concerne les aspects développement du coton, le Secrétariat de l'OMC a rendu compte de l'aide que certains Membres offrent actuellement à un certain nombre de pays africains. La prochaine réunion du sous-comité est provisoirement fixée au 27 mars.

La réunion ministérielle du G-6 à Londres ne parvient pas à sortir le Cycle de Doha de l'impasse

Les ministres du commerce de l'Australie, du Brésil, des États-Unis, de l'Inde, du Japon et de l'UE - le groupe dit du G-6 - ne sont pas parvenus à combler les divergences qui bloquent les négociations commerciales du Cycle de Doha, au cours d'une réunion tenue les 10 et 11 mars à Londres. Les discussions étaient consécutives à une réunion préparatoire, tenue du 7 au 9 mars, à Genève, regroupant de hauts responsables du commerce issus d'un large groupe de dix Membres influents de l'OMC, réunion au cours de laquelle, selon les propos d'un négociateur basé à Genève " personne n'avait bougé d'un pouce. "

Les discussions de haut niveau peu concluantes ont incité certains délégués à suggérer que les Membres ne seraient certainement pas en mesure de respecter la date limite d'avril pour 'des modalités complètes' - un accord-cadre général comprenant des chiffres pour les réductions de droits de douane et de subventions - sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), et que leurs chances d'y arriver s'amenuisaient de jour en jour.

En dépit de la lenteur des progrès que les ministres ont signalée sur les questions techniques liées aux subventions agricoles, le ministre du commerce indien, Kamal Bath, a déclaré après la réunion : " Nous n'avons ni formule ,... ni chiffres, il n'y a que l'espoir. " Selon le ministre du commerce australien, Mark Vaile, " les connexions entre les questions et les domaines de compromis ont été clairement identifiées " en dépit du manque d'avancées.

Les grands espoirs suscités initialement par le sommet s'étaient amenuisés au cours des jours précédant la réunion ; il avait semblé, en effet, que les pays proposeraient " de concert " des offres plus importantes dans les domaines qui laissaient le plus à désirer pour leurs principaux partenaires commerciaux : les États-Unis sur les subventions agricoles, l'UE sur l'accès aux marchés pour les

produits non agricoles et l'Inde et le Brésil sur l'AMNA. Ceci ne s'est pas produit.

Juste avant la réunion de Londres, la capacité de l'UE à approfondir les réductions de tarifs et de subventions qu'elle offre actuellement a été une fois de plus remise en cause par un mémo envoyé à la Commission européenne par les ministres de l'agriculture de plusieurs États membres de l'UE, mettant l'accent sur le fait que la proposition d'octobre 2005 formulée par Bruxelles " épuisait - et peut-être dépassait - toute la marge de manœuvre " sur l'accès aux marchés et sur le soutien interne.

Des sources françaises indiquent que les représentants de 13 États membres, notamment la France, la Pologne, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, l'Irlande et la Finlande, appuyaient le mémo, qui énonçait que, même si d'autres Membres de l'OMC devaient répondre aux demandes contestées de l'UE en matière d'accès aux marchés dans l'AMNA et les services, ceci ne " reviendrait qu'à un rééquilibrage des négociations et il serait peu utile, voire illogique, d'y répondre par une concession supplémentaire sur l'agriculture. " Des sources signalent par ailleurs que d'autres États membres de l'UE ne partagent pas ce point de vue, mais qu'ils restent silencieux pour préserver l'unité de l'UE.

Les ministres débattent des simulations tarifaires, mais personne ne cède

A Genève comme à Londres, les ministres et les responsables ont débattu des résultats d'un exercice de simulation informel visant à évaluer quels effets les principales propositions sur la table dans les discussions sur l'agriculture et sur l'AMNA auraient sur les tarifs consolidés et appliqués du G-6, du Canada, de l'Égypte, de la Malaisie et de la Norvège. Bien que les délégués signalent généralement que les résultats n'ont rien révélé d'inattendu, le représentant américain au commerce extérieur, Bob Portman, a déclaré que ces données aidaient les pays à comprendre " ce à quoi pourrait ressembler the good, the bad and the ugly - le bon la brute et le méchant - c'est-à-dire les aspects positifs et négatifs d'un accord éventuel. "

Néanmoins, les discussions menées tant à Genève qu'à Londres ont semblé réitérer celles des réunions antérieures, bien que cette fois ci, avec un ensemble commun de statistiques chiffrées. Le Brésil et l'Inde se sont fondés sur ces données pour soutenir que les flexibilités recherchées par de nombreux pays en développement pour soustraire partiellement ou totalement certains produits de la formule de réduction tarifaire auraient, de fait, des effets mineurs sur la libéralisation globale. Les États-Unis et l'UE ont riposté que les engagements de réduction que les pays en développement recherchaient - notamment une 'formule suisse' avec un coefficient de 30 proposé de manière informelle par le Brésil - n'imposeraient que des abaissements faibles à leur taux tarifaires appliqués. Le coefficient de 15 qu'ils aimeraient faire accepter des pays en développement n'a toutefois été favorablement reçu par le Brésil et l'Inde - ceci abaisserait tous les tarifs en-dessous de 15 et appliquerait des abaissements relativement plus faibles sur les bas tarifs.

Concernant l'agriculture, les États-Unis ont continué à refuser d'accepter, pour leurs subventions internes ayant des effets de distorsion des échanges, au titre de la 'catégorie ambre', des abaissements inférieurs aux 60% qu'ils ont offerts en octobre dernier, à moins que l'Europe n'offre davantage d'accès aux marchés (qui en retour permet des abaissement tarifaires proportionnellement plus importants par les pays en développement). Ils se sont en outre opposés aux propositions visant des abaissements plus importants du soutien au titre de la 'catégorie bleue' et de minimis. L'UE était peu disposée à offrir des abaissements plus importants de ses tarifs agricoles et a soutenu qu'elle devrait être en mesure de désigner comme sensibles 8% de l'ensemble des lignes tarifaires - contre la limite de 1% pour les pays développés recherchée par les États-Unis et le G-20. Selon des sources dans les milieux du commerce, l'UE a effectivement fait preuve d'une certaine ouverture aux nouvelles approches de l'élargissement des contingents tarifaires pour les produits sensibles - par exemple dans les cas où le volume des importations d'un pays pour un produit particulier était très faible, l'UE a laissé entendre

qu'elle pourrait accepter de recourir en partie à la consommation interne globale du produit comme base pour l'élargissement des contingents tarifaires.

Des responsables brésiliens ont laissé entendre, dans le passé, qu'il leur serait impossible de susciter un appui politique en faveur d'une formule de l'AMNA qui réduit les taux consolidés davantage que l'abaissement des tarifs agricoles que l'UE a offert, actuellement à près de 39%. Nath, pour sa part, a averti que les revendications des pays développés étaient disproportionnées et menaçaient de transformer les négociations en " cycle du suicide, au lieu d'un cycle du développement. "

Liz Stuart d'Oxfam a reproché aux États-Unis et à l'UE d'insister pour que les pays en développement abaissent les tarifs de l'AMNA davantage que le prix à payer pour des progrès dans l'agriculture. " Ils promettent de réduire leurs subventions et leurs tarifs agricoles ayant des effets de distorsion des échanges depuis plus une décennie, maintenant. " N'oublions pas que c'est pour cela que les pays en développement ont convenu de se joindre au Cycle " a-t-elle déclaré.

Les ministres ont également discuté d'un certain nombre de questions relatives à la concurrence à l'exportation. Des discussions supplémentaires sur le sujet sont attendues en marge des négociations sur l'agriculture, fixées à la semaine prochaine.

Selon des sources, les ministres ont effectivement reconnu que l'approche plurilatérale des négociations sur l'accès aux marchés pour le commerce des services avait aidé à donner une nouvelle impulsion aux discussions dans ce domaine.

Lula, Blair appellent à un sommet des dirigeants

A la veille de la réunion du G-6, le premier ministre britannique, Tony Blair et le président brésilien, Luiz Inacio 'Lula' da Silva, ont lancé un appel conjoint à la tenue d'un sommet qui rassemblerait les chefs d'État du G-8 (Groupe des 8 nations industrialisées - Canada, États-Unis, France, Allemagne, Italie, Japon, Russie et UE), du

Brésil, de la Chine, de l'Inde, du Mexique et de l'Afrique du sud, pour tenter de réaliser une percée dans les négociations. " Les offres actuellement sur la table sont loin de l'accord que nous souhaitons, " ont-ils déclaré dans un communiqué publié à la fin de la visite d'État du président Lula au Royaume Uni. Selon le quotidien britannique The Guardian, la réunion aurait probablement lieu entre avril et juillet.

Certains observateurs des milieux du commerce accueillent cette idée avec circonspection, en avertissant que s'il devait s'achever sur des postures politiques et sur un effondrement spectaculaire, un sommet des dirigeants pourrait effectivement signifier la fin du Cycle de Doha. D'autre part, le ministre des Affaires Etrangères brésilien, Celso Amorim s'est dit convaincu, à Londres, que les Membres " ne peuvent arriver à un accord par des étapes lentes. "

Les ministres du G-6, pour leur part, n'ont ni décidé de se réunir à nouveau, ni débattu du point de savoir s'il fallait organiser une autre réunion de niveau ministériel à l'approche de la date limite de fin avril.

Lamy convoque une 'green room' pour rendre compte de la réunion de Londres

Le directeur général de l'OMC Pascal Lamy a tenu, le 14 mars, une réunion dite en 'green room' regroupant 25 à 30 ambassadeurs représentatifs d'une large gamme de groupements régionaux et thématiques différents, pour leur rendre compte de la réunion de Londres, à laquelle il avait assisté. Il y a eu peu de débat de fond et l'ambassadeur européen, Carlo Trojan, a simplement rendu compte aux Membres des différentes questions qui avaient été débattues à Londres. Lamy a encouragé les délégations à redoubler d'efforts pour œuvrer en vue d'un accord dans les négociations à Genève.

Le 'processus de Genève' est en train de s'activer : des négociations formelles sur l'agriculture et l'AMNA sont prévues pour la semaine prochaine et un 'groupe' sur les services qui démarrera les négociations plurilatérales sur l'accès aux marchés doit débiter le 27 mars. En outre, selon des

sources, les réunions en 'green room' se poursuivront probablement jusqu'en fin avril.

Un nouveau document comparant le niveau d'ambition dans l'agriculture et dans l'AMNA source de controverse dans les deux groupes de négociation

Une nouvelle communication de l'Argentine sur les moyens de comparer la libéralisation des échanges dans les produits agricoles et les produits industriels a suscité une controverse dans les deux organes de négociation de l'agriculture et de l'accès aux marchés pour les produits non agricole (AMNA) de l'OMC, le 20 mars.

Présenté dans les deux groupes, (TN/MA/W/67 et TN/AG/GEN/14), la communication développe une méthodologie énoncée par l'Argentine durant la 'semaine de l'AMNA', début mars, pour l'évaluation du niveau d'ambition de diverses propositions dans les deux domaines de négociation. Elle met l'accent sur le fait que l'UE exigeait des abaissements des tarifs industriels beaucoup plus importants qu'elle n'était disposée à offrir sur les produits agricoles.

Le document présente quatre bases de comparaison

Le paragraphe 24 de la Déclaration ministérielle de HongKong donne pour instruction aux Membres " de faire en sorte qu'il y ait un niveau d'ambition comparablement élevé en ce qui concerne l'accès aux marchés pour l'agriculture et l'AMNA ... d'une manière équilibrée et proportionnée et conformément au principe du traitement spécial et différencié (S & D) ".

L'Argentine, qui était membre du groupe de pays en développement ayant fait pression en faveur de cette disposition à HongKong, soutient dans la communication que cette stipulation est nécessaire " pour éviter l'adopter de positions opposées à l'extrême " dans les deux domaines, " au vu des

effets négatifs que ceci aurait sur le processus de négociation. "

La communication reconnaissait qu'une telle comparaison n'était pas directe, au moins parce que les tarifs agricoles doivent être abaissés sur la base d'une formule de réduction étagée qui appliquera des réductions en pourcentage différentes à des produits classés dans chacune des quatre fourchettes, alors que les tarifs sur les produits industriels d'un pays ne seront soumis qu'à une seule formule mathématique.

L'Argentine a néanmoins présenté quatre bases pour procéder à une évaluation chiffrée : l'importance de la réduction tarifaire exigée par chaque proposition ; la proportion des échanges attribuée aux flexibilités en matière d'accès aux marchés dans l'AMNA et l'agriculture ; les niveaux tarifaires maximaux recherchés par les propositions dans les deux domaines ; et le point de savoir dans quelle mesure les tarifs agricoles finissent par être consolidés en termes 'ad valorem', c'est-à-dire en tant que pourcentage de la valeur de produit commercialisé.

L'Argentine a fait valoir que l'approche de AMNA préférée par l'UE - une 'formule suisse' simple associée à un coefficient de 10 pour les pays développés et pour les pays 'en développement avancés' - réduirait un tarif de 35% à 7,78%, alors que sa proposition de réduction des tarifs agricoles ne réduirait un droit identique qu'à 19,25%. Selon la communication, la proposition de l'UE sur l'agriculture entraîne des réductions tarifaires approximativement équivalentes aux effets d'une formule suisse ayant un coefficient de 42,78. " Un tel résultat " a-t-il déclaré, " ce n'est certainement pas un tel résultat que les ministres avaient à l'esprit comme niveau d'ambition comparablement élevé dans ces deux domaines de négociation ".

De plus, la proposition de l'UE sur l'agriculture réduirait son tarif agricole maximal de plus de 400% à 100%, alors que sa proposition sur l'AMNA réduirait le taux maximal à 9,76%. Son tarif agricole moyen baisserait de 22,49% à

12,02% avec la première proposition, mais à 4,82% avec la seconde.

La communication fait valoir que le Japon, également, est en train de faire pression en faveur d'abaissements tarifaires plus importants dans les produits industriels que ce pays n'est disposé à offrir pour les produits agricoles. Même la proposition des États-Unis sur l'agriculture fixerait son tarif agricole maximal (actuellement à 439,87%) à 65,98%, alors que le coefficient de l'AMNA de 10 que ce pays recherche l'amènerait à 9,78%.

En ce qui concerne les exemptions de la réduction tarifaire, l'Argentine a fait valoir que les flexibilités au titre des 'produits sensibles' et autres flexibilités que l'UE recherchait dans ses propositions sur l'agriculture lui permettraient de soustraire des abaissements une part beaucoup plus importante des lignes tarifaires agricoles et de la valeur des importations que ce dont disposaient les pays en développement dans les négociations sur l'AMNA. Elle a également soutenu qu'il était peu probable que des abaissements modestes sur les tarifs agricoles élevés dans l'UE et aux États-Unis mènent à un élargissement de l'accès aux marchés, car ces taux sont prohibitifs et la plupart des importations de tels produits ne peuvent entrer dans le cadre des contingents tarifaires.

" Soutenir qu'une réduction d'un taux appliqué prohibitif à un autre taux appliqué tout aussi prohibitif dans l'agriculture peut être compensé par une réduction des taux appliqués dans l'AMNA est une position indéfendable, " souligne la communication, en spécifiant que le paragraphe 24 signifiait que " toute réduction tarifaire dans l'AMNA exigera une compensation majeure en termes de contingents tarifaires. "

Les Membres répondent de la même manière dans les groupes de l'agriculture et de l'AMNA

Des sources font état du fait que la plupart des Membres ont réagi favorablement à la communication de l'Argentine au cours de la réunion du Groupe de négociation de l'AMNA, dans la matinée du 20 mars. Le Brésil a réitéré

l'importance que revêtait le paragraphe 24 et a déclaré que la proposition serait utile dans les négociations, un sentiment également exprimé par la Chine.

La Nouvelle-Zélande a déclaré que la méthodologie avançait des arguments solides et a mis l'accent sur la nécessité d'apporter des améliorations significatives en matière d'accès aux marchés tant dans l'agriculture que dans l'AMNA.

Les États-Unis ont fait valoir qu'un 'cycle du développement' ne signifiait pas que les pays développés devaient être tenus de libéraliser, reconnaissant qu'il était difficile de faire des comparaisons. La Corée, membre du G-10, a déclaré que les comparaisons chiffrées étaient biaisées et peu susceptibles de déboucher sur un résultat positif et a noté que les tarifs industriels avaient été réduits au cours de plusieurs cycles de négociations, alors que les tarifs industriels ne l'avaient été qu'au cours d'un cycle, à savoir le Cycle d'Uruguay.

L'UE a fait valoir que les abaissements tarifaires devaient être jugés sur la base de leur incidence sur les taux appliqués et qu'une comparaison des niveaux d'ambition dans différents domaines de négociation devrait également inclure le commerce des services.

Lors de la réunion de la Session spéciale (de négociation) du Comité de l'agriculture, dans l'après-midi, les discussions ont été similaires. L'UE et le G-10 ont fait part de leur opposition à la méthodologie, de même que le groupe des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), qui ont fait part de leur inquiétude concernant ses effets potentiels sur les pays qui bénéficient de préférences commerciales de longue date. Se faisant l'écho des discussions antérieures au sein du groupe de l'AMNA, ils ont soutenu que le paragraphe 24 n'envisageait pas de telles comparaisons chiffrées.

Des délégations, notamment des Membres du G-20 - Inde, Pakistan et Thaïlande - ainsi que des pays développés exportateurs de produits agricoles - Australie et États-Unis - ont déclaré que la

communication révélait l'écart entre l'ambition de certains pays sur l'AMNA et celle sur l'agriculture.

Les groupes de négociation de l'AMNA et de l'agriculture se réunissent cette semaine jusqu'au 24 février.

L'ICTSD rendra compte des discussions en cours dans les deux domaines de négociation.

NOUVELLES DE L'OMC

Le sous-comité des PMA discute des rapports du secrétariat sur l'accès aux marchés, les textiles

Lors de sa réunion du 16 mars, le Sous-comité des pays les moins avancés (PMA) de l'OMC s'est concentré sur deux documents préparés par le Secrétariat, l'un relatif aux questions d'accès aux marchés liées aux produits qui intéressent les PMA du point de vue des exportations (TN/MA/S/19) et l'autre ayant trait aux options dont peuvent disposer les PMA pour améliorer leurs compétitivité dans le commerce des textiles et des vêtements (WT/COMTD/LDCL371).

Le document relatif à l'accès aux marchés évalue l'incidence des tarifs sur les exportations de marchandises des PMA pour la période 1995-2005. Bien que les exportations des PMA aient enregistré une hausse de 34% en 2004, contre 21% pour les exportations à l'échelle mondiale, 47% des exportations en provenance des PMA sont attribuées à 5 pays exportateurs de pétrole. Les exportateurs de produits manufacturés et de produits de base ont enregistré des hausses de croissance de 19 et 22%, respectivement, alors que huit des 32 PMA Membres de l'OMC ont affiché des baisses de leurs exportations. Le document a noté une réorientation des exportations des produits alimentaires vers les vêtements au cours de la période de dix ans.

Dans la discussion qui a suivi la présentation du Secrétariat, les PMA, représentés par le Népal et le

Bangladesh, ont mis l'accent sur la nécessité à la fois d'élargir leur base d'exportation et de bénéficier d'un accès aux marchés accru pour être en mesure de tirer profit de la libéralisation des échanges. Ils ont également appelé à davantage d'assistance technique, de meilleure qualité. Le Secrétariat a accepté, à la demande des PMA, de préparer une note distincte sur les obstacles non tarifaires, à temps pour la prochaine réunion de juillet du Sous-comité.

Le second document suggérerait que dans le court terme, les PMA devraient rehausser la compétitivité de la production de textiles et de vêtements existante. Regardant vers l'avenir, le document propose que les gouvernements des PMA cherchent à développer des activités à plus forte valeur ajoutée, en coopération avec les institutions internationales.

Le débat s'est concentré en grande partie sur l'expiration des contingents sur le commerce des textiles et des vêtements, en janvier 2005. Les PMA ont appelé les pays développés Membres à assouplir les règles d'origine strictes associées aux régimes d'accès préférentiel aux marchés tels que l'initiative 'Tout sauf les armes' de l'UE et la 'Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique' (AGOA) des États-Unis, afin de garantir que les PMA sont réellement en mesure d'en tirer profit.

Les résultats des simulations tarifaires ne révèlent rien de nouveau, selon les délégués

Les résultats d'un exercice informel de simulation visant à évaluer les effets Des principales propositions sur la table dans les discussions du Cycle de Doha concernant l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) sur 10 Membres de l'OMC ayant une large diversité de profils économiques " ne nous montrent rien que nous ne savions déjà ", selon un diplomate de l'OMC basé à Genève.

Les données concernant la manière dont la mise en application des différentes propositions de formules de réduction aurait une incidence sur les tarifs consolidés et appliqués du G-6 (UE, États-Unis, Australie, Brésil, Inde et Japon), du Canada, de l'Égypte, de la Malaisie et de la Norvège ont été distribuées aux dix délégations préalablement à une série de réunions de responsables de haut niveau, du 7 au 9 mars, à Genève et doivent bientôt être distribuées à l'ensemble des autres Membres. Elles ont servi de base à la discussion à la fois durant ces réunions et lors de la réunion ministérielle du G-6 de Londres qui a suivi, les 10 et 11 mars.

Les données concernant l'AMNA donnent des éclaircissements sur les flexibilités et les taux appliqués

Bien qu'aucune des propositions ne se soit avérée acceptable - on ne s'y attendait pas à ce qu'elles le soient - pour toutes les parties concernées, un officiel a déclaré que la simulation sur l'AMNA était utile dans la mesure où elle montrait quels effets différentes propositions auraient sur les taux tarifaires appliqués par les Membres (par opposition aux taux plafond consolidés qui seront intégrés dans la formule de réduction). Selon un autre responsable, certaines questions méthodologiques concernant le point de savoir comment les formules seraient appliquées avait été résolues au cours de l'exercice mathématique complexe, ce qui laissait aux pays toute latitude pour se concentrer sur les discussions sur les chiffres.

Un des points litigieux des négociations sur l'AMNA a été celui des flexibilités figurant dans le paragraphe 8 du mandat de l'AMNA, énoncé dans l'annexe B du Cadre de juillet 2004 (WT/L/579), qui prévoit que les pays en développement soient autorisés à conserver certains tarifs non consolidés ou à appliquer des abaissements tarifaires plus faibles que ceux requis par la formule sur un pourcentage de produits à déterminer (ou même à en exempter certains totalement). Le texte contenait des chiffres provisoires (entre crochets) qui leur permettraient d'appliquer des abaissements de 50% de ceux exigés par la formule sur 10% des

lignes tarifaires ou d'exempter totalement des abaissements 5% des lignes tarifaires (ou de les conserver non consolidées), pour autant que ces lignes tarifaires ne comptent pas pour plus de 10 ou 5% de la valeur totale des importations, respectivement. Certains pays soutiennent que les pays en développement devraient renoncer au recours aux flexibilités en échange d'un coefficient de formule qui leur assurerait des niveaux tarifaires plus élevés que ceux des pays développés, après réduction (ceci n'impliquerait pas nécessairement une réduction en pourcentage plus faible que pour les pays industrialisés, car les tarifs de l'AMNA sont généralement beaucoup plus élevés.

Selon des sources, la simulation sur l'AMNA a indiqué que l'octroi de ces flexibilités au titre du 'paragraphe 8' aux pays en développement aurait des effets relativement peu marqués sur les taux tarifaires moyens finaux après l'application de la formule de réduction - de l'ordre de deux points de pourcentage et peut-être même plus bas. Lors de la réunion des hauts responsables, ainsi qu'à celle de Londres, les pays en développement auraient fait valoir que ces flexibilités pourraient donc aider à protéger des secteurs sensibles cruciaux pour l'emploi, sans compromettre la libéralisation générale. Les pays développés ont riposté qu'elles pourraient être utilisées pour exempter des abaissements tarifaires précisément les secteurs dans lesquels ils recherchaient davantage d'accès aux marchés.

Cette tendance s'était inversée sur la question de savoir de combien la formule de réduction devait abaisser les taux tarifaires appliqués des Membres. Les pays développés se seraient fondés sur la simulation pour faire valoir qu'une 'formule suisse' avec un coefficient de 30, proposée de manière informelle par le Brésil - qui abaisserait les tarifs de tous les pays en développement en dessous de 30 et réduirait les tarifs faibles par des pourcentages de plus en plus faibles - n'aboutirait qu'à une baisse de 2 à 3% sur les droits actuellement prélevés par le Brésil et l'Inde (voir BRIDGES Weekly, 7 décembre 2003). Le Brésil aurait riposté que cette 'formule suisse de 30' imposerait des réductions des tarifs appliqués à un

tiers de tous les produits et du volume des échanges, fournissant ainsi " l'accès aux marchés effectif " que ses partenaires commerciaux recherchent. La position de négociation formelle du Brésil, ainsi que de l'Inde et de l'Argentine, lierait les niveaux tarifaires post-réduction des Membres à leur moyenne tarifaire actuelle.

Des sources indiquent que la simulation a semblé montrer qu'un coefficient de 30 réduirait les tarifs consolidés brésiliens et indiens de 45 à 55%, en fonction de la portée des flexibilités, et que le coefficient de 15 que les États-Unis et l'UE continuaient de rechercher le ferait de 60 à 65% et de 65 à 70% respectivement. Selon des estimations, la 'formule suisse de 15' abaisserait les tarifs appliqués par le Brésil et l'Inde de plus de 20%.

Les simulations dans les deux domaines de négociation ont fait des calculs distincts pour les effets des différentes propositions sur toutes les lignes tarifaires et sur celles des catégories de produits 'passibles de droits', c'est-à-dire les lignes pour lesquelles les tarifs ne sont pas consolidés à zéro. En ce qui concerne l'AMNA, ceci est notable, donnant l'impression que les 'efforts' de réduction tarifaire sont plus importants pour les pays ayant plusieurs lignes de ce type - la simulation a indiqué, par exemple, qu'une 'formule suisse 5' entraînerait une réduction de 30% dans tous les niveaux tarifaires consolidés aux États-Unis, mais un abaissement de 50% des lignes tarifaires 'passibles de droits', selon une source. Ceci pourrait inciter à préconiser que les pays industrialisés, qui ont tendance à avoir davantage de lignes en franchise de droits, bénéficient essentiellement de ce qui équivaldrait à un 'crédit' pour une libéralisation antérieure, alors que les propres initiatives de libéralisation 'autonome' des pays en développement seraient relativement peu rétribuées.

En ce qui concerne les lignes tarifaires non consolidées, la simulation a clairement montré que la valeur de la 'majoration' - le nombre de points de pourcentage ajoutés au taux actuellement prélevé avant qu'il ne soit soumis à la formule de réduction

tarifaire globale - faisait peu de différence par rapport niveau tarifaire final ; ce qui comptait, c'était la valeur du coefficient associé à la formule.

Discussions sur les piliers de l'agriculture ; la simulation moins utile

Un certain nombre de responsables ont laissé entendre que les simulations sur l'agriculture étaient beaucoup moins utiles que celles sur l'AMNA, car le traitement à réserver aux 'produits sensibles' (que les pays développés comme les pays en développement seront en mesure de désigner pour des réductions tarifaires moindres que celles requises par la formule de réduction, pour autant qu'ils fournissent un accès aux marchés accru à travers une combinaison d'abaissements tarifaires et d'élargissement des contingents tarifaires) reste loin d'être déterminé, ce qui rend difficile l'évaluation des effets réels des différentes propositions sur la table. Le calcul supposait que les tarifs sur les produits sensibles seraient abaissés de moitié de ceux sur les autres produits. De plus, aux fins de l'exercice mathématique, les pays ont simplement désigné des produits ayant des tarifs relativement élevés comme sensibles, ce qu'ils n'auraient pas fait dans la réalité.

L'UE a soutenu que sa proposition d'octobre 2005 abaisserait son propre tarif agricole moyen de 46%. Plusieurs de ses partenaires commerciaux ont d'autre part déclaré que les diverses flexibilités que l'UE recherchait réduisaient le chiffre réel plus près de 39%. Selon la simulation, si 8% de tous les produits étaient éligibles pour bénéficier d'un statut de produit sensible, la formule proposée par l'UE abaisserait son propre tarif moyen de 22,78 à 13,29% - soit une réduction de 41,65%. Un scénario fondé sur la proposition américaine abaisserait les tarifs de l'UE de 55,21 à 74,82%, en fonction du nombre de produits sensibles. Pour une limite de 1% sur le nombre de produits sensibles, la formule du G-20 réduirait les tarifs de l'UE de 58,88% et ceux des États-Unis de 52,16%. Pour un nombre identique de produits sensibles, les abaissements plus faibles proposés par le G-20 pour les pays en développement verraient une réduction de 37,05% du niveau des tarifs agricoles

moyens de l'Inde, et de 29,44% pour celui du Brésil.

Lors d'une réunion en 'green room', convoquée par le directeur général de l'OMC Pascal Lamy, pour rendre compte de la réunion de Londres aux ambassadeurs de 25 à 30 pays Membres, certains délégués ont appelé le Secrétariat de l'OMC à distribuer au public les données de la simulation.

Les semaines de l'AMNA et de l'agriculture doivent démarrer le 20 mars.

La session spéciale du comité du commerce et du développement poursuit l'examen des propositions relatives au traitement spécial et différencié

Lors d'une réunion du 6 mars, la Session spéciale du Comité du commerce et du développement de l'OMC n'a, une fois de plus, pas été en mesure de déterminer où devait être débattue la mise en œuvre de la Décision ministérielle de HongKong relative à l'accès en franchise de droits et sans contingents pour les produits en provenance des pays les moins avancés (PMA). Un consensus avait semblé en vue en ce qui concerne les flexibilités dans l'application de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Toutefois, de fortes divergences de point de vue persistent sur l'exemption des PMA des disciplines de l'OMC sur l'aide de l'Etat au développement économique.

Le nouveau président de la session spéciale du Comité du commerce et du développement, l'ambassadeur Burhan Gafoor de Singapour, a instamment prié les Membres de s'abstenir de faire des déclarations politiques afin de faire progresser les négociations fondées sur des textes.

Au nom des PMA, le Népal a soutenu qu'en tant organe de négociation, la Session spéciale du Comité du commerce et du développement était le lieu approprié pour prendre en compte la mise en œuvre de la décision de HongKong relative à

l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingents, alors que selon les États-Unis, ceci n'était pas une question de négociation. Les États-Unis ont plutôt suggéré que les discussions sur la manière de procéder devraient être menées lors de la session normale du Comité du commerce et du développement. Le président a invité les deux parties à mener des consultations bilatérales afin d'arriver à une solution.

Les Membres ont également examiné la formulation de trois propositions (du Groupe africain, de la Thaïlande et de l'Inde) visant à accorder davantage de flexibilités aux PMA en ce qui concerne la fourniture de statistiques sur les importations de produits soumis à des licences d'importation. Selon un délégué d'un pays en développement, il y a lieu de trouver un langage de compromis qui combinerait les trois propositions. De nombreux pays développés ont toutefois déclaré que des flexibilités existaient déjà et qu'en octroyant davantage de flexibilités, ce serait au détriment de l'exigence de transparence dans la mise en application de l'accord.

Le débat a été plus litigieux sur une proposition du Groupe africain concernant l'article XVIII du GATT (qui énonce " des mesures de protection ou d'autres mesures affectant les importations " que les gouvernements peuvent prendre pour promouvoir le développement de leurs économies). La proposition appelle à exempter les PMA de toutes les restrictions sur l'aide de l'Etat, aux fins de l'article XVIII. Le Kenya, qui est intervenu à plusieurs reprises, a déclaré que la proposition avait pour but de garantir le maintien des flexibilités visant à permettre aux PMA de réaliser les objectifs de développement. Le Kenya a soutenu que de telles flexibilités étaient " restreintes de jour en jour " et que les PMA souhaitaient les voir renforcées.

Appuyés par d'autres pays développés, les États-Unis ont déclaré ne pas être prêts à " réécrire l'histoire " pour rendre l'article XVIII plus précis, plus effectif et plus opérationnel. La Suisse a noté qu'il y avait lieu d'équilibrer les droits et les obligations pour l'ensemble des Membres de

l'OMC et que la proposition africaine empiéterait sur ceux d'autres pays (en développement). Bien qu'aucun de ces autres pays ne soit intervenu sur la question, certains délégués de pays en développement ont indiqué en privé que la proposition africaine allait trop loin, au point de compromettre la prévisibilité du système commercial. Le président mènera des consultations sur la base du nouveau langage proposé.

Les discussions sur les dérogations et les obligations aux fins du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires ont été reportées à la prochaine session spéciale du Comité du commerce et du développement du 7 avril.

L'Afrique du Sud plaide pour un accord commercial unique entre l'UE et les pays de la SADC

L'Afrique du sud, en rapport avec ses partenaires de la SADC, a appelé récemment l'Union européenne à envisager la mise en place d'un espace commercial unique entre elle et les pays de la région sud africaine. Cet espace serait régi par un seul et même accord.

Selon le négociateur commercial en chef de l'Afrique du Sud, M. Carim, la négociation des accords de partenariat économique en cours et la revue de l'accord de libre-échange UE- Afrique de Sud offre une bonne opportunité pour harmoniser les politiques commerciales de la région. Mais la signature d'un accord unique entre l'UE et tous les pays de la SADC implique un réexamen et un amendement de l'accord sur le commerce, le développement et la coopération (ACDC) qui réuni depuis 1999 l'UE et l'Afrique du sud dans une zone de libre-échange. Les pays membres de la SADC ont aussi proposé que les APE soient conçus de telle sorte qu'ils renforcent la création d'un accord commercial unique entre l'UE et tous les pays de la SADC, y compris l'Afrique de Sud. Cet objectif ne devrait pas cependant compromettre les efforts

autonomes de la région en vue de son intégration économique.

La faiblesse de l'intégration économique de cette région, en dépit des efforts et de la volonté affichée par les gouvernements, a en effet de tout temps été décriée par les différents acteurs, gouvernementaux comme ceux de la société civile.

L'Accord sur le commerce, le développement et la coopération UE - Afrique du Sud

L'élément majeur de l'accord est la création d'une zone de libre-échange (ZLE) UE/Afrique du Sud. L'Union européenne est le principal partenaire de l'Afrique du Sud, tant pour le commerce que pour les investissements. La ZLE vise à assurer un meilleur accès au marché communautaire pour l'Afrique du Sud et, grâce à la réciprocité de la ZLE, l'accès au marché de l'Afrique du Sud pour l'UE. Elle joue par conséquent un rôle capital pour le développement de l'Afrique du Sud dans le sens où les dispositions commerciales de l'accord reflètent l'importance accordée au développement. L'accord couvre environ 90% des échanges bilatéraux actuels entre l'UE et l'Afrique du Sud.

Les principales dispositions de l'accord portent sur le calendrier asymétrique, la protection des produits sensibles, l'intégration de l'AS dans l'économie mondiale et sur les règles d'origine.

Concernant le calendrier asymétrique, il est reconnu qu'en raison de la restructuration de l'économie sud africaine, l'UE ouvrira ses marchés plus rapidement et plus largement que l'Afrique du Sud. L'UE libéralisera environ 95% de ses importations en provenance d'Afrique du Sud dans les dix ans, tandis que l'Afrique du Sud n'atteindra que 86% en 12 ans. De même, une libéralisation décalée est prévue pour les produits industriels.

Pour la protection des produits sensibles, il est convenu que certains produits sont exclus de l'accord de libre-échange afin de protéger les secteurs vulnérables des deux parties. Il s'agit surtout des produits agricoles. Pour l'Afrique du Sud, les produits présentant un intérêt particulier pour le Botswana, la Namibie, le Lesotho et le

Swaziland, membres d'une union douanière avec l'Afrique du Sud (l'Union douanière de l'Afrique australe (SACU)), ont également été exclus. Ces produits représentent un pourcentage faible du commerce entre les deux parties.

Certains produits font l'objet d'une libéralisation partielle. Pour l'UE, il s'agit notamment de certains produits agricoles. Les vins et les spiritueux ainsi que les produits de la pêche font l'objet d'accords spécifiques en négociation. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, les articles concernés sont plutôt les articles industriels, parmi lesquels certains produits de l'industrie automobile et certains textiles et vêtements.

Pour ce qui concerne l'intégration de l'AS dans le commerce international, l'établissement de la ZLE vise à mettre fin à l'isolement économique de l'Afrique du Sud suite au régime d'apartheid en contribuant à promouvoir la croissance économique. Dans ce sens, l'accord de libre-échange est en tout point conforme aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

En fin sur les règles d'origine, l'accord définit les règles précises de provenance afin d'assurer que les produits bénéficiant du régime préférentiel ne viennent que de l'Afrique du Sud ou de l'UE. Afin de tenir compte des processus modernes internationaux de production, des dispositions spéciales rendent les règles d'origine plus flexibles. Ces règles d'origine sont, dans une certaine mesure, semblables à celles d'autres accords.

L'accord prévoit le cumul des provenances. Ces dispositions permettent que les produits composés d'éléments d'autres pays ou fabriqués en partie dans certains autres pays soient considérés comme provenant d'Afrique du Sud pourvu qu'ils soient conformes à certains critères. Le "cumul bilatéral" concerne les produits composés à la fois des biens de l'UE et d'Afrique du Sud, tandis que le "cumul diagonal" concerne les biens intégrant les matières premières d'autres pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Le "cumul intégral," quant à lui, concerne les biens venant des pays de l'Union douanière de l'Afrique australe (SACU) du

moment que la phase de transformation finale intervient en Afrique du Sud.

En outre, des mesures visent à assouplir davantage ces règles. Celles-ci comprennent une règle de tolérance en valeur accordant une marge de manœuvre à l'Afrique du Sud. Les dérogations limitées des règles d'origines sont aussi possibles.

En octobre 1999, l'Union européenne a donc conclu, avec l'Afrique du Sud, un accord bilatéral pour une période indéterminée. Cet accord régit les relations commerciales, l'aide financière et la coopération au développement, ainsi que de nombreux autres domaines tels que la coopération socioculturelle et le dialogue politique.

Sources: Allafrika.com, www.europa.eu.int

SUR LE FIL

Réforme du protocole sucre : l'UE confirme le seuil de 15% des mesures d'accompagnement ; l'Ile Maurice affiche sa déception

Les pays ACP producteurs de sucre qui espéraient voir leur part de l'enveloppe des compensations octroyées par l'UE augmenter proportionnellement à leur niveau de production n'ont pas été suivis par la CE. En effet selon une décision récente de l'UE, communiquée lors d'une réunion d'ambassadeurs ACP, aucun pays producteur ne bénéficiera d'une part supérieure à 15 % des mesures d'accompagnement pour la période 2007-2013.

Un pays comme Maurice qui fournit 38 % du quota ACP, avait espéré que ce plafond de 15 % n'allait être applicable que pour 2006 et qu'il allait être révisé à la hausse pour la période 2007 à 2013. Cet espoir s'est cependant envolé avec la communication de la CE même si les modalités font toujours l'objet de discussions à Bruxelles et que le lobby mauricien demeure actif. Les mesures d'accompagnement en discussion sont liées à une

baisse de 36 % du prix du sucre que vendent les ACP sur le marché européen.

L'enveloppe d'aide de 40 millions d'euros pour 2006 est assortie d'un seuil de 15 % par pays, telle que proposée par la CE, et subséquemment approuvée. De ce montant, Maurice, en dépit de sa part de 38 % des exportations, ne se retrouve qu'avec 5,82 millions d'euros.

D'après une source diplomatique, la Commission a affirmé qu'avec ce barème, elle a voulu "atteindre une allocation juste, appropriée et équitable. Elle ne souhaite pas qu'un pays ait une grande part des moyens disponibles. Tout changement en faveur d'un pays serait au détriment des autres".

Tout en disant que le décaissement sera sur huit ans, la Commission a néanmoins indiqué que la formule serait "plus ou moins" basée sur les mêmes principes ayant gouverné le partage des fonds pour 2006. Des recoupements indiquent que des "réajustements mineurs" pourraient être inclus, afin de répondre à des demandes régionales sur la recherche et la production d'éthanol.

Sources : www.allafrika.com, l'express (Ile Maurice).

Cinq nouvelles propositions dans les négociations sur les subventions aux pêcheries

Les Membres de l'OMC ont, le 15 mars, démarré des discussions au sein du Groupe de négociation des règles sur cinq nouvelles propositions relatives aux disciplines sur les subventions aux pêcheries, émanant de la Nouvelle-Zélande, du Japon, de Taiwan, de l'Inde et du Brésil. Les négociations se poursuivront jusqu'au 17 mars.

La Nouvelle-Zélande, un membre de premier plan du groupe de pays "Amis du poisson" qui plaident en faveur d'une interdiction large des subventions aux pêcheries, avec certaines exceptions, a présenté un projet de texte juridique (TN/RL /GEN

/100) visant un amendement propre aux pêcheries à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Le texte tentait de montrer dans quelle mesure une telle interdiction pouvait être simple, applicable, transparente et flexible. Il laissait notamment plusieurs questions non déterminées pour une négociation future, notamment le traitement spécial et différencié et les conditions à imposer aux subventions autorisées, telles que celles pour les paiements en matière d'accès, l'aquaculture, la recherche liée à la gestion des pêcheries, et le désarmement des bateaux de pêche. Le Brésil (TN/RL /GEN /79/Rev.1) a présenté une révision du projet d'amendement qu'il avait proposé le 16 novembre 2005.

Dans leurs propositions récentes, le Japon et Taiwan, qui s'étaient traditionnellement opposés à l'approche préconisée par les Amis du poisson, ont réitéré leur préférence pour une approche 'bottom-up' (ascendante) qui autoriserait généralement les subventions aux pêcheries, avec des interdictions spécifiques. La proposition du Japon (TN/RL /W /201) décrivait deux types de subventions qui, selon ce pays, méritaient une interdiction, toutes deux liées à l'augmentation de la capacité. Taiwan (TN/RL /W /202) suggérerait que des subventions visant à promouvoir la reconstitution des stocks de poissons, la sécurité sociale, le bien-être, et la recherche/développement devraient être protégées contre des contestations.

L'Inde a mis en évidence la nécessité d'un traitement spécial et différencié dans toute nouvelle discipline et a présenté une liste de 'caractéristiques générales' des petites pêcheries artisanales (TN/RL /W /203). Ce pays a soutenu que les disciplines sur les subventions aux pêcheries transféraient le champ d'application de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires des distorsions des échanges aux problèmes liés à la surpêche et à la surcapacité et qu'en conséquence, les pays en développement exigeraient un espace de politique en sus de celui déjà prévu dans l'accord.

L'ICTSD rendra compte des négociations sur les règles dans les numéros à venir.

*L'équipe spéciale de l'aide pour le commerce encore en délibération
reflechit toujours sur la portée du
mécanisme*

L'Équipe spéciale de l'aide pour le commerce a, le 20 mars, tenu sa seconde réunion depuis sa mise en place, pour déterminer comment remplir le mandat qui lui a été conféré, à savoir préparer des recommandations sur la manière dont une telle assistance peut contribuer à la dimension développement du Cycle de Doha. Composée de représentants de treize pays Membres et présidée par l'ambassadeur Mia Horn Af Rantzien de la Suède, l'Équipe spéciale doit faire rapport au Conseil général en juillet.

Des sources indiquent que la réunion récente a été essentiellement une séance de réflexion sur la forme que pourrait prendre un mécanisme d'Aide pour le commerce acceptable à la fois pour les pays bénéficiaires et pour les pays donateurs. Les discussions se sont concentrées sur la nécessité de convenir de la portée d'un tel mécanisme, ainsi que sur son financement, sa mise en œuvre et sa surveillance. Un représentant de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) a présenté à l'Équipe spéciale une communication décrivant les diverses initiatives d'aide liée au commerce actuellement mises en œuvre par différentes organisations internationales.

Au cours de la prochaine réunion, fixée au 18 avril, le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy devrait faire rapport de ses consultations avec diverses institutions financières internationales et régionales telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque interaméricaine de développement. L'Équipe spéciale prévoit également, mi-mai, une consultation ouverte à tous les Membres.

Lors d'une réunion distincte, menée conjointe, les décideurs de soixante pays ont assisté à une conférence sur l'Aide et le commerce organisée les 21 et 22 mars, par le Secrétariat du Commonwealth, à Genève. Tenue à la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), la réunion a examiné un rapport récent du Lauréat du prix Nobel, Joseph Stiglitz et d'Andrew Charlton, qui appelait à ce que les engagements de dons des pays riches soient contraignants dans le cadre du règlement des différends de l'OMC. Le document suggérait que de tels fonds soient affectés à une 'Facilité pour le commerce mondial' devant être administrée par la Banque mondiale, mais régie séparément par un Conseil de Membres de l'OMC choisis par roulement.

Le rapport de Stiglitz et de Charlton sur l'aide pour le commerce pour le Secrétariat du Commonwealth est disponible à :

http://www.unctad.org/sections/dite_tncdb/docs/ditc_tncd_bpGeneva03-06_en.pdf.

EVÉNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

EVÉNEMENTS À L'OMC

Lundi 27 mars 2006

- Vietnam : négociations relatives à l'accession (Groupe de travail de l'accession)
- Services: Groupe de travail de la réglementation intérieure
- Sous-Comité du coton

Mardi 28 mars 2006

Comité des négociations commerciales

Mercredi 29 mars 2006

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (jusqu'à jeudi)

Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie

Jeudi 30 mars 2006

Azerbaïdjan: négociations relatives à l'accession (Groupe de travail de l'accession)

Jeudi 30 Mars 2006

Travaux sur la relation entre les Accords ADPIC et la Convention sur la biodiversité (Work on the relationship between the trips agreement and the CBD). Organisé par l'Organisation mondiale du commerce.

EVÉNEMENTS AILLEURS

13 - 31 Mars, Singapour, Conférence diplomatique pour l'adoption d'un Traité révisé sur le droit des marques (TLT)

<http://www.wipo.int/meetings/2006/tlt-singapore/fr/>

20-23, 27-31 Mars, Chiapas, Mexico, 2ème Forum International du Tourisme Solidaire et Commerce Équitable

Contact: Oscar I. Barajas Velasco

Tél.: (+52) 961 602 51 77; e-mail: fits@turismochiapas.gob.mx

<http://www.fits.chiapas.gob.mx/Programme%20du%20Forum.pdf>

20 - 31 Mars, Curitiba, Brésil, Huitième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique.

Contact: CBD Secretariat, tel: (+1-514) 288-2220; fax: 288-6588; Email: secretariat@biodiv.org

<http://www.biodiv.org/meetings/cop8mop3/cop-08.shtml>

<http://www.biodiv.org/doc/meeting.asp?lg=0&mtg=cop-08>

28 - 29 mars, Valenciennes (59, France) : deuxième édition du TIC 21, forum économique international

Pour en savoir plus : <http://www.tic21.com>
Contact : tic21@acidd.com

28 - 29 Mars, London, UK, 2006 BUSINESS-NGO PARTNERSHIPS CONFERENCE Contact: Anyes Estay
Tel: +44 (0) 20 7375 7164; e-mail: a.estay@ethicalcorp.com
<http://www.ethicalcorp.com/londonpartnership/index.shtml>

29 - 31 mars, Vancouver, salon biennal GLOBE 2006 (foires commerciales et conférences liées à l'environnement) neuvième édition.
Contacter : Isabelle Therrien - Déléguée commerciale, Commerce international Canada
Téléphone : (613) 996-1758
Courriel : isabelle.therrien@international.gc.ca
Site Web : www.globe2006.com

3 - 5 avril, siège de l'OCDE, Paris, France, Réunion ministérielle sur les moyens d'intégrer la protection de l'environnement dans l'aide au développement
Contact : Helen Fisher, Division des relations avec les médias de l'OCDE
Tél. + 33 1 45 24 80 97
http://www.oecd.org/document/51/0,2340,fr_2649_201185_36363059_1_1_1_1,00.html

7 - 8 Avril, New Delhi, India, Workshop on climate change and sustainable development
Contact: UN Department of Economic and Social Affairs (ECOSOC)
Tel: (+1) 212-963-8102; fax: (+1) 212-963-4260.
http://www.un.org/esa/sustdev/sdissues/climate_change/climateChange_inter.htm

24 - 25 Avril, siège de l'OCDE, Paris, France, Workshop on policy coherence for development in fisheries
Contact: Mr. Carl-Christian Schmidt, e-mail: carl-christian.schmidt@oecd.org
http://www.oecd.org/document/26/0,2340,en_2649_33901_35283162_1_1_1_1,00.html

24 Avril, New York, USA, ECOSOC high-level meeting with Bretton Woods institutions, WTO and UNCTAD.

Contact: Sarbuland Khan,
Tel: (+1 212) 963-4628; fax: 963-1712; e-mail: ecosocinfo@un.org;
<http://www.un.org/docs/ecosoc/meetings/2006/index.html>

22 - 23 mai, Paris, Forum 2006 de l'OCDE, ÉQUILIBRER LA MONDIALISATION, Centre de Conférences Internationales,
http://www.oecd.org/site/0,2865,fr_21571361_35842076_1_1_1_1,00.html

Contacts : Pascale Dénoyer (Inscription des intervenants) Téléphone: + 33 (0)1 45 24 89 25
William Raillant-Clark (Inscription des participants) Téléphone: + 33 (0)1 45 24 95 72

PUBLICATIONS

En français

OMC, Tour d'horizon de l'évolution de l'environnement commercial international. Rapport annuel du Directeur général, 2006, 62p.
<http://docsonline.wto.org/DDFDocuments/u/WT/TPR/OV11.doc>

Frédérique Sachwald, Les nouveaux géants réveillent la " Vieille économie ", Les Échos, 08/02/2006
http://www.ifri.org/files/Economie/Nouveaux_geants_Echos_Sachwald.pdf

Nations Unies, Situation et Perspectives de l'Economie Mondiale 2006, New York, 2006 (n'existe qu'en version anglaise sous le titre de "World Economic Situation and Prospects 2006"). L'intégralité de la publication est disponible à l'adresse suivante :
<http://www.un.org/esa/policy/wess/wesp.html>
Un résumé en français est également disponible à l'adresse suivante :
http://www.un.org/esa/policy/wess/wesp2006files/es_2006_french.pdf

L'avenir du traitement spécial et différencié. Les défis jumeaux de l'érosion des préférences et de la différenciation des pays en développement. Synthèse politique. D'après les travaux de la conférence Ifri-AFD, 28 octobre 2005, Paris, France (Texte original en anglais)

http://www.ifri.org/files/Economie/Policy_Brief_French.pdf

Nations Unies, Profil statistique des pays les moins avancés 2005, 62p.

http://www.unctad.org/fr/docs/ldcmisc20053_fr.pdf

OCDE, Perspectives économiques en Afrique (PEA)

Un résumé en français est disponible à l'adresse suivante :

http://www.afdb.org/pls/portal/docs/page/adb_admin_pg/documents/economicsandresearch/note%20de%20base%20aef4.pdf

Rapport sur le Développement en Afrique 2005

"Élaboré chaque année par le Département de la recherche sur le développement de la Banque, le Rapport sur le développement en Afrique étudie en détail les performances macro-économiques et les questions structurelles les plus récentes, considérées sous l'angle de ce continent, des régions et des différents pays. Il évalue également les perspectives de l'économie africaine à la lumière des changements récents à l'échelle mondiale. De plus, il offre un examen approfondi de la gestion du secteur public en Afrique."

http://www.afdb.org/pls/portal/docs/page/adb_communications/newspage/rapport%20sur%20le%20developpement%20en%20afrique%202005%20-%20website%20notes.pdf

CNUCED : Moyens de rendre applicables, pour les pays en développement, d'éventuels accords internationaux sur la concurrence, notamment par l'octroi d'un traitement spécial et différencié pour leur permettre d'adopter et de mettre en œuvre un droit et une politique de la concurrence compatibles avec leur niveau de développement économique.

http://www.unctad.org/fr/docs/tdrbpconf6d9_fr.pdf

En Anglais

AFRICA POLICY OUTLOOK 2006, Policy Report, By Salih Booker & Ann-Louise Colgan, March 17, 2006

"2006 will help clarify whether the compassionate concern for the African continent, worn like a badge by western leaders last year, is a true determinant of Africa policy, or whether it merely masked other, more "strategic" and less "benevolent" impulses and interests."

<http://www.fpif.org/pdf/reports/PR0603africapolicy.pdf>

Non-Reciprocal Preference Erosion Arising From MFN Liberalization in Agriculture: What Are the Risks? By Patrick Low, Roberta Piermartini, Jurgen Richtering, WTO, 2006

"This paper estimates the risk of preference erosion for non-reciprocal preference recipients in the agricultural sector as a consequence of MFN tariff cuts. It is based on a simulation of a single tariff-cutting scenario. The measure of preference erosion risk is the difference in preference margins enjoyed by individual suppliers to the QUAD (Canada, EU, Japan, United States) markets before and after a MFN tariff reduction, multiplied by the associated trade flow. The paper does not attempt to determine how losses in preference margins translate into trade outcomes, but it does highlight which products and which non-reciprocal preference beneficiaries are the most vulnerable to erosion effects in the major developed country markets. Overall, the paper finds that the risk of preference erosion is small, but some countries are strongly affected in particular product lines (notably sugar and bananas)."

http://www.wto.org/french/res_f/reser_f/ersd200602_f.htm

STATE OF THE WORLD 2006. The Worldwatch Institute, December 2005. In the 23rd edition of State of the World -- an annual guide to our progress towards a sustainable future -- the studies pay particular attention to China and India: two of the world's most rapidly developing countries in terms of industry, population, significance to the global economy, and associated environmental

impacts. Further information available online at <http://shop.earthscan.co.uk/ProductDetails/mcs/productID/672/groupID/7/categoryID/7>.

TRADE, GROWTH AND INDUSTRIALISATION: ISSUES, EXPERIENCES AND POLICY CHALLENGES. By Yilmaz Akyuz. Third World Network, 2005.

Over the past two decades, the liberalisation of trade and investment flows has dominated policy reforms in the developing world, in the belief that rapid and full integration into the global economy would create more favourable conditions for growth. However, both theory and empirical evidence suggest there is no automatic linkage between trade liberalisation and growth. This paper explains why this is the case and, in this light, addresses the basic policy challenge facing most developing countries: how to establish a broad and robust industrial base as the key to successful development, and how best to channel trade and investment to this end. The author finds that, while developing countries' share in world manufacturing exports -- including high-tech products -- and appears to have been expanding rapidly, the incomes that these countries have earned from such activities do not share in this dynamism. To be able to progress further along the development path, therefore, these developing countries must undertake industrial upgrading and graduate from labour-intensive to higher-value-added production, thereby also allowing still-less-advanced countries to participate in manufacturing. This paper explores possible solutions to this problem, setting out policy suggestions as to how developing countries can orient their participation in international trade and production systems towards promoting economic development.

Further information available online at <http://www.twinside.org.sg/title/td28.htm>

EVALUATING RECIPES FOR DEVELOPMENT SUCCESS. By Avinash Dixit. The World Bank, March 2006. This paper reviews the contradictions and conflicts in the literature on economic governance and sketches an approach for applying some of the conceptual and empirical findings from that literature towards development policy.

The text offers conflicting conclusions on big questions, such as whether history and geography preordain a country's economic fate; whether democracy or authoritarianism promotes growth; whether informal or formal mechanisms are best; whether "big bang" or gradual transitions promote growth; and whether disasters and demographics are stumbling blocks or stepping stones. The author suggests a preliminary approach of combining the practitioner's detailed knowledge of country conditions with the broader patterns uncovered by scholars, building on "growth diagnostics" that identify binding constraints to development. But he shifts from the sequential "decision tree" framework to a more directly "diagnostic" approach that recognises that policymakers must deal with many factors simultaneously. The framework he suggests combines empirical information on potential causes, estimates of their probabilities, and observed effects. As the foundation for a broader mode of thought, he proposes this framework to tackle the complexity and variance in development processes and patterns across countries and time -- one country at a time. Further information available online at:

www.wds.worldbank.org/servlet/WDS_IBank_Servlet?pcont=details&eid=000016406_20060222091716

SEATINI BULLETIN: EPAS AND FISHERIES NEGOTIATIONS. By the Southern and Eastern African Trade, Information and Negotiations Institute, March 2006. Delegates at the recent meeting of the East & Southern Africa (ESA) countries technical group on fisheries expressed a number of important concerns. The ESA group indicated its desire to conclude a fisheries agreement with the European Union (EU) and this agreement, which will be based on the draft proposal produced by ESA countries, would include modalities for both inland and marine fisheries. However the ESA group faced a setback after the European Commission (EC) failed to make a meaningful response to the ESA group's proposals. Is movement possible?

FTAS: TRADING AWAY TRADITIONAL KNOWLEDGE. By GRAIN in collaboration with Dr Silvia Rodríguez Cervantes. In the last couple of years, bilateral and regional free trade agreements (FTAs) have become immensely popular with governments disillusioned by the slow pace of trade liberalisation talks at the World Trade Organisation (WTO). At present there are over 200 FTA negotiating processes under way across the globe. While ostensibly aimed at breaking down trade barriers, these agreements are increasingly targeting indigenous peoples' and local communities' traditional knowledge in very real ways.

THE "EC BIOTECH PRODUCTS" RULING AT THE WORLD TRADE ORGANIZATION AND THE CARTAGENA PROTOCOL ON BIOSAFETY. By Steve Suppan (Institute for Agriculture and Trade Policy, March 2006). This analysis looks at the recent preliminary ruling of the WTO panel investigating the European Commission's implementation of its regulations on genetically modified organisms, focusing on the implications for coherence between the WTO and the UN.

THIRD WORLD NETWORK BIOSAFETY BRIEFINGS. By Third World Network, February 2006. This set of briefings, prepared in part for TWN's event at MOP-3, include a report from MOP2; report on the Article 18.2(a) experts' meeting; analysis of GMO contamination, identification and Article 18.2(a); South Africa's traceability and segregation systems; and a summary of the WTO Dispute Panel interim report on GMOs.

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD <http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE> © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE (dieye3@hotmail.com), El Hadji Abdourahmane DIOUF (ediouf@ictsd.ch) Bathie Ciss (cissbathietc@yahoo.fr) et Josiane Ramos (jramos@ictsd.ch).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante :

passerelles@ictsd.ch . Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante :

passerelles@ictsd.ch . Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe